

Turquie. Que cherche vraiment le président Erdogan ?

dimanche 19 janvier 2020, par [Sarah SRIRI](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Sarah SRIRI](#), **Turquie. Que cherche vraiment le président Erdogan ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 19 janvier 2020.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Sur tous les fronts, la Turquie de R. T. Erdogan suscite des interrogations. En effet, celui-ci a choisi la voie de l'escalade en multipliant les déclarations agressives et en refusant le jeu du multilatéralisme. Sarah Sriri met brillamment son jeu en perspective, d'abord sur le plan intérieur, puis sur la scène régionale, enfin à l'échelle internationale. Le *Diploweb.com* et l'Institut fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES) co-publient ce document dans le cadre de La Fabrique Défense #FabriqueDéfense

LE SOMMET de l'OTAN à Londres les 3 et 4 décembre 2019 a célébré le 70ème anniversaire de l'Alliance atlantique. Après les déclarations du président de la République française Emmanuel Macron, soulignant l'état de [« mort cérébrale » de l'Alliance](#) - critiquant l'inaction de l'Alliance atlantique à l'issue de l'opération turque en Syrie - le président turc Recep Tayyip Erdogan a répliqué en stigmatisant directement son homologue français. Cette rencontre otanienne entre chefs d'État s'est donc tenue dans un contexte particulièrement tendu. Évidemment, l'opération turque en Syrie marque une forme de rupture dans l'action militaire d'un membre de l'OTAN démontrant, qu'en matière de sécurité, l'engagement unilatéral prend le pas sur la concertation voulue par l'organisation transatlantique alors qu'il s'agit de l'un des fondements.

Sur tous les fronts, [la Turquie de Recep Tayyip Erdogan](#) suscite ainsi l'intérêt et les interrogations. En effet, celui-ci a choisi la voie de l'escalade en multipliant les déclarations agressives et en refusant le jeu du multilatéralisme.

Mettons son jeu en perspective, d'abord sur le plan intérieur (I), puis sur la scène régionale (II), enfin à l'échelle internationale (III).



Sarah Sriri

Chef de projet « Analyse et stratégie » à l'institut FMES. Crédit photo : FMES
Sriri/FMES

I. Sur le plan intérieur

La situation interne de la Turquie explique en partie la position du pays sur la scène internationale. Fragilisé sur le plan économique en dépit d'une croissance qui repart à la hausse en fin d'année 2019, le pays a vu son PIB chuter de plus de 950 milliards de dollars en 2013 à environ 743 milliards de dollars en 2019. Le pays de plus de 82 millions d'habitants au taux de chômage avoisinant les 13% a subi en sus les conséquences des sanctions américaines depuis la dégringolade de la livre turque en 2017. L'inflation a augmenté de plus de 5 points entre 2017 et 2018, allant de 11,1% à 16,3%. Pour autant, Ankara reste l'une des économies les plus importantes de la région. Si l'on excepte l'Arabie saoudite, le pays est le plus riche en Afrique du Nord et [Moyen-Orient](#). A titre d'exemples, en 2018, le PIB de l'Iran était d'environ 454 milliards de dollars, celui des Émirats arabes unis de 414 milliards tandis qu'Israël et le Qatar comptaient respectivement un PIB de 370 milliards et de 191 milliards. En Afrique du Nord, le PIB égyptien - qui est en chute libre depuis plusieurs années - est proche de 250 milliards alors celui de l'Algérie frôle les 174 milliards de dollars.

Sur le plan politique, force est de constater [le virage autoritaire](#) et islamique qu'a pris la Turquie durant les années Erdogan qui se veut le porte-voix du monde sunnite. Fervent défenseur des Frères musulmans, la Turquie, née à l'issue de la chute de l'empire ottoman, est passé d'un État laïc à un pays islamo-conservateur, sous l'impulsion d'un président au parti - l'AKP, le Parti de la justice et du développement - quasi omniprésent à l'échelle nationale. En 2023, la Turquie célébrera le centenaire de l'avènement de la République après l'effondrement de l'Empire ottoman. L'objectif d'Erdogan de se maintenir au pouvoir jusque-là enverra un signal fort puisqu'il pourra apparaître comme l'égal de Mustafa Kemal, la figure historique de la République turque. Aux dernières élections municipales, l'AKP a toutefois perdu des villes stratégiques dont la plus symbolique d'entre elles, Istanbul. Capitale économique et culturelle, elle était aux mains du parti depuis plus de vingt ans. Pour contrer cette tendance, le chef de l'État turc use de la propagande et de discours nationalistes dans le dessein de flatter l'égo d'une partie de la population et de fédérer la diaspora. Celui qui s'est érigé en homme fort de la Turquie a développé autour de sa personne un véritable culte de la personnalité et a progressivement opéré une vision de lui néo-ottomane.

La question migratoire fait office de dossier complexe à gérer pour le régime. Historiquement pays d'émigration, les bouleversements politiques et sociaux de la région ont fait de la Turquie l'un des principaux pays de transit et d'immigration. Ankara accueille, en effet, 4 millions de migrants. 3,6 millions sont des réfugiés syriens, soit deux tiers des ressortissants syriens ayant fui leur pays depuis le début de la guerre. [Si le pays a mis en place un dispositif de gestion de migrants pour lequel il reçoit des compensations financières de Bruxelles, l'équilibre est fragile et la question migratoire reste brûlante.](#)

Sur le plan intérieur, la Turquie est également minée par le dossier kurde. [15 millions de Kurdes vivent en Turquie](#). Ils représentent ainsi 24% de la population du pays et incarnent une véritable menace pour le régime. Le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, apparu en 1978, fédère une partie de [la diaspora](#) kurde et réclame l'autonomie. Considéré comme une organisation terroriste, il est fermement combattu par les autorités kurdes. Tenir sous le joug le PKK, le parti des travailleurs du Kurdistan est primordial pour les autorités turques qui craignent l'émergence d'une entité kurde indépendante dans une région où le peuple kurde, [divisé en son sein](#), est [partagé](#) entre la Turquie, la Syrie, [l'Irak](#) et l'Iran.

II. Sur la scène régionale

La politique régionale de la Turquie est en cohérence avec sa politique intérieure, notamment pour la question kurde. Le régime turc mène une politique sans complexe à l'égard des Kurdes. En dépit des critiques, la Turquie vise régulièrement l'Irak où est présent le PKK et qui abrite des bases militaires turques. Depuis 2016, le pays a mené 3 offensives dans le nord de la Syrie contre les Kurdes syriens de l'YPG - Unités de protection du peuple, la branche armée du parti syrien Parti de l'union démocratique PYD - pourtant alliés de l'Occident dans la lutte contre [l'État islamique](#). En effet, ces derniers ont joué un rôle prédominant dans les rangs des Forces démocratiques syriennes qui ont largement contribué à combattre Daesh. Toutefois, pour le chef d'État turc, le PYD est une émanation du PKK sur le territoire syrien et la Syrie devient la base arrière du PKK. Il craint en effet un territoire kurde autonome à sa frontière avec la Syrie. A l'issue de cette offensive, la Ligue arabe a appelé ses membres à ne plus coopérer avec la Turquie et à réduire les représentations diplomatiques dans le pays.

Depuis son accession au pouvoir, la Turquie a renforcé son rôle à l'échelle régionale. Le président Erdogan poursuit une stratégie claire, à la fois géopolitique et idéologique, faisant écho à l'empire ottoman. Pour ce faire, il s'oppose aux puissances concurrentes dans la région, ses principaux rivaux étant l'Égypte, [l'Arabie saoudite](#) et [les Émirats arabes unis](#). Ainsi, il s'appuie sur tous les soutiens possibles. Parmi eux, [la Russie](#) - très influente dans la région -, [l'Iran](#) et [le Qatar](#). En effet, il entend incarner le leader sunnite « républicain » contre le wahhabisme prôné par la monarchie absolue saoudienne. Se tenant à l'écart de « l'establishment » sunnite proche de Washington, la Turquie a été écartée en juin 2019 de la conférence de Manama, portant sur le volet économique du plan américain de relance du processus de paix israélo-palestinien. Apparaissant de fait comme un déstabilisateur de l'ordre établi, le pays était encore une fois absent de la capitale bahreïnienne en novembre 2019 à l'occasion du traditionnel sommet régional sur la sécurité. A la même période, le chef d'État turc s'est rendu à la place à Doha à l'occasion de la 5ème réunion du haut comité stratégique turco-qatari. [Le Qatar](#) est en effet l'un des rares pays arabes - avec la Somalie - à ne pas avoir condamné l'offensive turque en Syrie et les deux pays partagent un rival commun : l'Arabie saoudite. Le rapprochement entre Doha et Ankara est tactique et sert les intérêts mutuels des deux États. Le Qatar, lui aussi écarté par les pays de la région, subit depuis 2017 un blocus de la part de l'Arabie Saoudite - avec qui il partage sa seule frontière terrestre -, des Émirats arabes unis, de l'Égypte et de Bahreïn. La présence d'Erdogan au Qatar entend certainement renforcer la coopération entre les deux États, d'autant plus que Doha abrite en son sein des bases militaires turques.

[En Afrique et au Moyen-Orient](#), la présence et l'influence turques se sont intensifiées. En Somalie par exemple, la Turquie est l'un des rares investisseurs et le pays bénéficie d'un rôle de premier plan concernant les domaines militaire, religieux et humanitaire. A travers le libre-échange, les investissements turcs dans la région (permis notamment grâce à des fonds qataris) notamment pour la construction d'édifices religieux ou par le biais de ses séries télévisées qui ont inondé le monde arabe, la Turquie a accru son « soft power » pour séduire la région.

La stratégie idéologique d'Erdogan va de pair avec son objectif politique. En Tunisie, il soutient massivement le parti d'obédience frériste Ennahdha qui a d'ailleurs pris l'AKP pour modèle. Il a aussi été influent lors de l'élection du Frère musulman Mohammed Morsi, en 2012 en

Égypte. En soutenant ouvertement les Frères musulmans – bête noire de l'Égypte actuelle et des pétromonarchies du Golfe – la Turquie se démarque et mène une stratégie idéologique. Comme à l'époque de l'empire ottoman, la religion devient un vecteur d'influence. Toutefois, ce soutien affiché et assumé aux Frères musulmans et le tournant autoritaire que subit la Turquie ne sont pas au goût de tous les régimes arabes de la région.

Concernant les autres acteurs forts de la région – l'Iran et [Israël](#), la position d'Erdogan est utilitaire, tiraillée entre ses liens d'intérêts et ses positions historiques. Voulant s'affirmer face à ces deux États, la Turquie maintient tout de même des rapports et coopèrent avec eux dans divers domaines, notamment économiques. Géopolitiquement opposés, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan et l'État d'Israël de Benjamin Netanyahou ont vu leurs échanges commerciaux s'intensifier au cours des dernières années. En 2017, Israël figurait à la 9ème place des clients de la Turquie avec 3,4 milliards de dollars d'exportations. D'ailleurs, Israël, si l'on excepte [l'Union européenne](#), est le premier pays, en 1996, à avoir signé un accord bilatéral de libre-échange avec la Turquie.

S'agissant de l'Iran, 11ème client de la Turquie en 2017 avec 3,3 milliards de dollars d'exportation, il s'agit de souligner la neutralité étonnante du régime turc après l'élimination par les Américains du général Soleimani (3 janvier 2020). La position d'Erdogan est pragmatique dans le but de ménager les États-Unis qui restent, en dépit des tensions, un partenaire essentiel. Les yeux du monde étant rivés sur l'escalade des tensions entre Téhéran et Washington, cela a permis aux soldats à Erdogan d'annoncer l'envoi de ses soldats ...

La Libye représente un théâtre dans lequel Erdogan joue un rôle depuis les événements de 2011. Le 27 novembre 2019, le président Erdogan a conclu un accord avec Fayez al-Sarraj. Alors que deux hommes se disputent la gouvernance du pays – Fayez el-Sarraj, chef du gouvernement d'union nationale (GNA) et l'autoproclamé Khalifa Haftar, les puissances étrangères accordent leur soutien officiel ou officieux à l'un des deux. Le régime turc soutient le GNA. D'abord, parce que les milices de Misrata, fief des Frères musulmans sont loyales à Sarraj mais aussi parce que l'ennemi de Sarraj, Haftar, n'est autre que l'allié des rivaux d'Erdogan, en l'occurrence Riyad, Le Caire et Abou Dhabi. En sus de soutenir politiquement Sarraj, deux mémorandums ont été signés entre les deux hommes. Le premier concerne la reconnaissance mutuelle des zones économiques exclusives et le second la coopération sécuritaire et militaire entre les deux États, faisant fi des revendications de ses voisins, en particulier l'Égypte, la République de [Chypre](#), l'État d'Israël et la Grèce. Pour la première fois, la Turquie trouve un allié concernant la question des hydrocarbures. Cet accord donne ainsi accès à Ankara à des zones économiques revendiquées par Nicosie et Athènes et internationalement reconnues. La Turquie, qui n'est pas signataire de la convention de Montego Bay sur le droit de la mer, conteste des zones maritimes sous couvert de revendications chypriotes turques. Ankara occupe en effet depuis 1974 le nord de l'île de Chypre de manière illégale avec la République turque de Chypre-nord, État fantoche, reconnu uniquement par la Turquie.

La découverte de [gisements d'hydrocarbures en Méditerranée orientale et notamment autour de Chypre avec le gisement Aphrodite](#) attise d'autant plus l'appétit des acteurs du bassin levantin. Ces champs gaziers représentent une manne financière importante, les réserves d'Aphrodite étant en effet estimées à 127,4 milliards de mètres cubes de gaz. Dans ce contexte, le président turc entend faire de la Turquie un véritable hub de transit énergétique et

mène des activités de forage dans la région en violation du droit international. Il menace ainsi le projet de gazoduc EastMed. Impliquant Israël, Chypre, la Grèce et l'Italie, ce gazoduc entend acheminer le gaz méditerranéen vers l'Europe. Témoin isolé de cette alliance qui s'est mise en place - tous les pays de la région semblent s'être accordés sur le partage des Zones économiques exclusives (ZEE) à l'exception d'Ankara - le pays a décidé d'user de l'agression afin de bloquer tout forage décidé par Chypre et de mener de son côté ses propres activités, bien que condamnées par la communauté internationale.

En Libye toujours et en soutien à Favez el-Sarraj, le président turc a décidé l'envoi de troupes dans le pays pour soutenir le chef d'État « légitime » du pays, face à Khalifa Haftar et sa volonté de prendre Tripoli. La Libye, en proie au chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 est un pays stratégique dans le bassin méditerranéen. Recouvrant d'importantes réserves pétrolières, il est aussi le point de passage de milliers de migrants souhaitant rejoindre les côtes européennes. Le choix d'Erdogan d'intervenir dans ce pays est cohérent. Le 25 décembre 2019, lors de sa visite « surprise » à son homologue tunisien Kais Saied dont le thème portait sur les échanges commerciaux entre les deux pays - liés par un accord de libre-échange depuis 2004 - le régime turc avait réitéré son soutien à Favez el-Sarraj qui s'est d'ailleurs joint au rendez-vous. Pour le chef d'État turc, l'intervention se justifie par la situation explosive de la Libye pouvant « affecter ses voisins ». C'est dans ce contexte que le ministre turc des affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu ainsi que Favez el-Sarraj se sont rendus à Alger le 6 janvier 2020, l'intervention en Libye supposant de tenir compte des voisins régionaux. L'Algérie, qui partage une frontière terrestre de près de 1 000 kilomètres avec la Libye, redoute un débordement sur son territoire et plus globalement une déstabilisation de la région toute entière. Toujours dans une logique d'occuper le leadership régional, la présence d'Erdogan en Algérie, entend faire de lui un chef d'État capable de prendre en charge les dossiers géopolitiques de cette région qui s'embrase.

Cette décision turque, en désaccord avec les positions russes, vient complexifier les relations entre ces deux États étroitement liés.

III. A l'échelle internationale

Sur la scène internationale, le double jeu d'Erdogan continue d'intriguer. Membre de l'OTAN, la Turquie s'est sensiblement rapprochée depuis 2017 de la Russie et s'est émancipée de Washington. L'acquisition des missiles sol-air russes S400 est une autre illustration de cette émancipation stratégique et représente presque un élément provocateur pour l'OTAN. Cette situation irrite naturellement les États-Unis dont [le Président Donald Trump s'impatiente](#) du volontarisme financier des membres de l'Alliance pour ce qu'il appelle le « *Burden-Sharing* ». En effet, la Turquie, membre de l'organisation depuis 1952, dispose d'un emplacement géographique stratégique et abrite sur son sol d'éminentes bases militaires, à l'instar de celle d'Incirlik au sud du pays. Pour faire céder la Turquie, l'administration Trump use de l'outil économique et menace le pays, déjà en récession et dont la situation économique se détériore, de sanctions, comme elle a pu le faire en Iran.

Naturellement, cette acquisition est concomitante d'un évident rapprochement fin 2019 de la Turquie avec [la Russie](#) : les présidents turc et russe ont multiplié les rapprochements ces derniers mois. Les deux chefs d'État, Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan, apparaissent d'ailleurs comme des challengers de l'ordre établi. Moscou et Ankara collaborent

considérablement dans le domaine économique et notamment énergétique. En effet, la Turquie est le second client de la firme Gazprom, sa consommation de gaz ayant atteint 56,6 milliards de mètres cubes en 2017. Les deux pays partagent un projet commun : TurkStream. Gazoduc allant de la Russie à la Turquie, ce projet prévoit l'acheminement de gaz en direction de l'Europe et témoigne du rapprochement affiché entre Moscou et Ankara. Aussi, la part des échanges entre Ankara et Moscou a cru au cours des dernières années. Les accords commerciaux s'intensifient et l'étroite collaboration entre les deux États est incontestable. En 2018, la construction de la première centrale nucléaire en Turquie, construite par la Russie en est une ultime illustration.

Cependant, si l'accord de Sotchi (17 septembre 2018 dans le cadre des accords d'Astana) sur le nord-est syrien a d'ailleurs été qualifié d'historique, les interventions turques en Syrie et en Libye, faisant de ce dernier un nouveau théâtre de tensions entre puissances étrangères, complexifient les relations entre Moscou et Ankara. Indéniablement interdépendants sur le plan économique, il n'en reste pas moins que Moscou et Ankara s'opposent sur ce dossier géopolitique. En effet, alors que la Russie soutient le maréchal Haftar, la Turquie lui préfère Favez el-Sarraj. Alors que l'armée d'Haftar multiplie les offensives en direction de la capitale, tenue par le GNA, Erdogan craint de voir l'influence russe en Méditerranée s'étendre. A cela s'ajoute les intérêts divergents des deux États et l'importante manne financière que représentent les enjeux autour du gaz et de l'or noir... Cependant, nul doute que les deux États sauront gérer leurs différends géopolitiques.

Malgré sa proximité avec la Russie, Ankara reste un allié, bien qu'ambigu, de l'Occident avec qui elle maintient des liens de solidarité. Concernant le domaine économique, [l'Union européenne](#) est le premier partenaire commercial du pays. En 2018, la Turquie a importé environ 84 milliards de dollars de biens à destination de l'Union européenne, ce qui représente 50% des exportations turques. Ce chiffre est à la hausse par rapport aux années précédentes : 74 milliards de dollars en 2017.

Alliée économique notoire de l'UE, la position de la Turquie se montre plus floue dans la lutte contre l'organisation État islamique. Partenaire officiel des puissances occidentales dans la lutte contre Daesh, la réalité sur le terrain est discutable. A ce titre, le régime turc justifie son intervention menée récemment en Syrie au nom de la lutte contre le terrorisme. Or, il s'agit ici du terrorisme kurde et non pas du terrorisme islamiste perpétré par Daesh. Plus généralement et à l'instar de ses relations avec les États-Unis, les rapports entre la Turquie et l'UE se compliquent. Alors que sa candidature pour entrer dans l'Union européenne - le pays a exprimé officiellement sa volonté en 1987 - semble de plus en plus compromise voire impossible, la Turquie fait office à la fois de partenaire et de maître chanteur dans la gestion de la crise migratoire. Ayant conclu un pacte migratoire avec Bruxelles (18 mars 2016), la Turquie, qui reçoit des compensations financières, doit contenir les migrants afin qu'ils ne puissent rejoindre l'Union européenne. Aussi, le pays contient en son sein des djihadistes. A la fin de l'année 2019 et à l'issue de menaces répétées, la Turquie a remis en question ce pacte migratoire, jugeant les compensations financières trop faibles en renvoyant dans leurs pays d'origine certains djihadistes ayant combattu dans les rangs de l'État islamique. Utilisant ces individus comme moyen de pression - le pays dispose de plus de 1 000 djihadistes sur son territoire - Erdogan profite de la faiblesse de l'Union européenne en matière de politique migratoire pour obtenir davantage de soutien financier.

Historiquement, les puissances mondiales sont impliquées en Méditerranée. Sans surprise, [la Chine](#) est de plus en plus présente. Depuis 2013 et l'annonce des [nouvelles routes de la soie](#) par le président Xi Jinping, Pékin entreprend de gigantesques projets dans le bassin méditerranéen, n'impliquant pas moins de 65 pays. La Turquie, qui occupe une position stratégique, bénéficie de l'intérêt chinois, deuxième plus grand pays investisseur derrière les États-Unis à l'échelle mondiale. Après la Russie et l'Allemagne, la Chine est devenue le troisième plus grand partenaire économique de la Turquie. Alors qu'en 2001, le volume des échanges ne représentait qu'1,1 milliard de dollars, il atteint en 2016 23,6 milliards de dollars. Toutefois, l'essentiel de ce montant comprend les importations turques à l'égard de la Chine, déséquilibrant la balance commerciale, Ankara n'exportant qu'environ 3 milliards de dollars. Dans cette lignée, les investissements chinois se multiplient dans le pays et le plus important d'entre eux concerne la construction d'une centrale thermique à Hunutlu, dans la province d'Adana. Plus grand investissement direct chinois dans le pays, cette centrale constitue un financement d'environ 1,7 milliard de dollars.

*

En définitive, [le président Erdogan](#) peut être qualifié de « perturbateur pragmatique ». Faisant tantôt le jeu des [Américains](#), [Européens](#) ou [Russes](#), [la Turquie se joue de ses alliances naturelles pour apparaître comme un acteur incontournable sur la scène internationale](#). Le pays se maintient ainsi à égale distance de Washington et Moscou. En se maintenant dans l'OTAN, la Turquie conserve une protection et le parapluie nucléaire que lui confère son adhésion à l'Alliance atlantique. [En conservant ses liens avec l'Union européenne - dont elle est toujours officiellement candidate](#) - Ankara bénéficie d'aides financières et de coopération. En se rapprochant de la Russie - avec qui elle partage la mer Noire - la Turquie jouit de contrats énergétiques qui lui sont favorables mais s'oppose sur les dossiers géopolitiques. Alors que la Maison Blanche et le Kremlin semblent avoir compris le logiciel pour négocier avec le président turc, mélange savant de pressions économiques et de dialogue géopolitique, [Bruxelles peine à trouver un « bâton » efficace pour contraindre le président turc à un dialogue plus équilibré avec les Européens](#), l'argument financier ne suffisant manifestement plus.

A l'échelle régionale, la posture d'Erdogan poursuit l'objectif clair de s'imposer face aux autres géants au Moyen-Orient et de recouvrir peu ou prou un statut qui ferait écho à celui dont bénéficiait l'empire ottoman. De fait, il est véritablement présent sur tous les dossiers qui agitent cette région crisogène du monde. Conformément à la logique frériste, vecteur à la fois d'influence culturelle et politique, il entend fédérer autour de lui un axe opposé à celui mené par l'Arabie saoudite et occuper une position forte à l'échelle régionale. Cette position lui confère la capacité d'intervenir militairement comme il l'a démontré en Irak, en Syrie et en Libye. Il est donc fort probable que le « sultan » Erdogan garde en tête que ces territoires, avant la colonisation, faisaient partie de l'empire ottoman qu'il entend restaurer dans la manière dont il fait de la géopolitique...

Plus

Visitez le site de notre partenaire pour cette publication :

[L'institut fondation méditerranéenne d'études stratégique \(FMES\)](#)

P.-S.

Chef de projet « Analyse et stratégie » à l'institut FMES. Diplômée en 2018 du master « Histoire militaire, géostratégie, défense et sécurité » de Sciences Po Aix, Sarah Sriri a intégré l'institut FMES en septembre 2018. Elle est en charge de la rédaction et de la publication d'articles axés sur le bassin méditerranéen. En parallèle, elle se consacre à l'encadrement pédagogique des SMHES, en relation avec le directeur du centre méditerranéen d'études stratégiques.